

la cgt **Le QUID de la réforme ?** N° 4

Un projet de réforme ferroviaire, destructeur des métiers, inefficace à la production !!!

L'objectif de cette réforme est clair. Il vise à préparer l'ouverture à la concurrence au voyageur et abaisser les conditions sociales des cheminots de la SNCF par une harmonisation par le bas, au mépris de l'efficacité du système ferroviaire et de sa sécurité.

De son côté, la direction anticipe et tente de tout mettre en œuvre pour casser le Statut des cheminots, afin d'accélérer la mise en œuvre d'un « cadre social minimal », par le recrutement massif hors cadre permanent, la remise en cause des métiers, par la perte de pouvoir d'achat, l'affaiblissement du régime spécial (retraites, prévoyance, famille, logement...), le non-respect des instances représentatives du personnel (IRP)...

Experts dans leurs métiers au quotidien, les cheminots doivent être écoutés. La réforme doit être aussi leur réforme. La série de catastrophes de cet été rappelle à chacun de nous que le système ferroviaire nécessite une rigueur sans faille, qui ne peut se concevoir que par un régime social de haut niveau.

Pourtant, le ministère de tutelle refuse encore de s'appuyer sur les professionnels du terrain et s'en remet à un projet d'une vision de technocrates, qui ignore les difficultés de la production au quotidien, prépare des « économies » sur le dos de l'emploi, de la rémunération et des conditions sociales des cheminots, et facilite le « 4^{ème} paquet », projet européen prônant le dogme de la concurrence et du « dumping social » !

Un projet qui ne répond pas à l'amélioration du système ferroviaire!

Que changerait cette réforme pour les agents et les citoyens confrontés aujourd'hui aux dures réalités de la production ? RIEN !

Le projet met en place une gouvernance complexe et floue. Elle n'offre aucune garantie concernant la cohésion économique et sociale de cet ensemble. C'est incohérent avec les propos vertueux du Ministre qui met en avant dans sa communication « l'amélioration du système ferroviaire ». La réalité, c'est un projet en pointillés, dont les seuls éléments précis sont concentrés sur les têtes des organigrammes.

Le Gouvernement a pourtant ici l'occasion de construire une véritable réforme de progrès pour le ferroviaire, en partant des besoins des populations, de la réalité de la production et de ses dysfonctionnements actuels. Une réponse aux enjeux d'égalité de traitement, de qualité de service, de maillage territorial et de préservation de l'environnement, dans le cadre d'un véritable Service Public national. Cela ne peut s'envisager qu'à partir d'une entreprise ferroviaire publique intégrée, la SNCF, seule capable de répondre aux enjeux de sécurité, d'aménagement du territoire et d'égalité de traitement !

Ce projet encourage même la finalisation de l'organisation cloisonnée, construite au fil des années par la direction SNCF. Ces séparations structurelles, qui handicapent lourdement la production ferroviaire en empêchant les cheminots de travailler ensemble, faciliteraient la séparation totale des activités.

Il faut en finir avec des découpages dont la seule logique comptable pousse l'incompétence jusqu'à interdire des coopérations naturelles et indispensables. La question de la proximité, de la qualité du service et du travail effectué, du maillage du territoire, des coopérations, ... doivent être pris en compte.

Mais peut-être que les pointillés ne servent qu'à assurer la reconversion de dirigeants bien à leur aise et ainsi de préparer la vente des morceaux juteux à livrer en pâture aux appétits du marché ???



Un projet dangereux pour nos métiers et leur reconnaissance !

Qu'est-ce que ce projet va changer pour les agents sur le terrain et dans la qualité de service ?

La sécurité est la raison d'agir des cheminots, individuellement et collectivement, tant il est vrai qu'au-delà de vendre du voyage en train, il nous faut avant tout le produire, en assurer l'exploitation, la maintenance, la modernisation, avec des obligations de résultats en termes de sécurité, clairement fixés par la collectivité.

Pour cela, il existe «le dictionnaire des filières », qui inscrit les métiers dans leur rôle et fonction afin d'assurer en pleine sécurité le Service Public ferroviaire de qualité qu'est en droit d'attendre la Nation.

Aujourd'hui, la direction SNCF tente d'y mettre fin. Avec lui, la reconnaissance des métiers (notamment les emplois-repère déterminant la pénibilité). Parallèlement, elle transfère la charge de travail hors de la SNCF, avec le recours massif à la sous-traitance et aux contrats précaires, la privatisation ou la fermeture de certaines installations, y compris sur des missions de sécurité ferroviaire, devenant elles aussi, une variable d'ajustement.

Quelques exemples :

Transfert des missions d'escale vers agent de manœuvre, contrôleurs et conducteurs (projet DCF en cours qui acte la fin des autorisations de départ) / Mélange des missions de vendeurs et d'escale, et parfois externalisation vers « gilets rouges » / Dédicace des gares, postes, chantiers, emplois à une activité unique, et des roulements et tableaux de service dédiés par produits (au Fret, à la Conduite, chez les ASCT, dans les Technicentres...) / Externalisation des grands travaux d'infrastructures ; Sous-traitance des annonces de Sécurité à l'Équipement / Baisse de la qualité de la maintenance, gestion des priorités, dérogations, travaux reportés ou annulés entraînant dérives et politique du risque calculé ...etc

La réforme ne ferait qu'amplifier cette destruction des métiers, gages pourtant de l'efficacité ferroviaire !

Un projet qui ne répond pas aux besoins de la population, ni au développement économique et humain durable, attendu très justement, par les citoyens !

Comme d'autres secteurs industriels, la confiance de la collectivité au secteur ferroviaire suppose une transparence sur les conditions de sécurité dans toute la production (études, construction, exploitation, maintenance, évolution des matériels, installations et procédures). Cette dimension a des conséquences fortes sur le développement des chemins de fer, le service public, l'emploi, la santé, la sécurité des cheminots.

Les Cheminots, comme la population, sont en droit d'attendre mieux au regard des améliorations à mettre en œuvre. Ça doit passer par l'emploi, les métiers, la mutualisation et la transversalité des moyens et des compétences, la mise en perspective de la dimension humaine dans les processus globaux de production !

La direction SNCF, par la politique qu'elle mène, ne répond pas aux besoins largement exprimés par les usagers.

Quelques faits

locaux, régionaux, nationaux :

Volonté d'abandonner des dessertes Grandes Lignes (Paris-Dieppe ; Paris-Cherbourg...) et TER (Bréauté-Fécamp ; Caen-Le Mans-Tours...) / Fermeture annoncée des Boutiques (Rouen, Sotteville, Le Havre, Caen...) ; Réponse aux appels d'offres des Voies de Port par les filiales / Transfert de trafics et dessertes du rail vers la route, avec mise en avant des filiales (Fret : VFLI, Naviland Cargo, Normandie Rail Service... ; Voyageur : Keolis...) / Filialisation de la maintenance (Matériel : MASTERIS ; Equipement : SFERIS) / Vente du patrimoine SNCF, coupant la possibilité de retour du transport par fer (Gares Principales Fret fermées ; le Triage de Sotteville, le Grill et PALOMA du Havre...) ...etc

Et le dernier plan de Pépy, « Excellence 2020 », qui entérine avant l'heure la réforme, est l'accélération de cette politique, qui ne répond pas aux besoins des populations et acte plus de filialisations et privatisations !

Les PROPOSITIONS CGT

→ à retrouver sur www.cheminotcgt.fr

- ✓ La réunification du système ferroviaire au sein de la seule entreprise publique SNCF.
- ✓ La fin du « dumping social » actuel dans les activités ferroviaires, avec le RH 0077 comme base minimale de la réglementation du travail en vigueur pour les salariés du rail.
- ✓ Le décloisonnement de notre entreprise et la création d'établissements multi-activités pour une réelle efficacité.
- ✓ La mutualisation des moyens de production en proximité et permettre aux cheminots de travailler véritablement ensemble dans tous les métiers.

Unis et déterminés, exigeons « La Voie du Service Public »

PAR L'ACTION le 12 décembre 2013 !!!

